

# Valeur de l'immunisation dans l'avenir du système de soins de santé du Canada

Présentation à la *Commission sur l'avenir  
des soins de santé au Canada*

par l'[Association canadienne  
de santé publique](#)

en collaboration avec les membres du  
Programme canadien de promotion  
de la vaccination (PCPV)  
[www.immunize.cpha.ca](http://www.immunize.cpha.ca)

et de la Coalition canadienne pour  
l'immunisation contre l'influenza (CCII)  
[www.influenza.cpha.ca](http://www.influenza.cpha.ca)

Octobre 2001

Le but du **Programme canadien de promotion de la vaccination (PCPV)** est d'aider les parents et les dispensateurs de soins de santé au Canada à travailler ensemble pour garantir que les enfants reçoivent à temps tous les rappels dont ils ont besoin.

*Membres de la Coalition*

Président : D<sup>r</sup> David Allison  
Institut canadien de la santé infantile  
Association médicale canadienne  
Association des infirmières et infirmiers du Canada  
Canadian Nursing Coalition for Immunization  
Société canadienne de pédiatrie  
Association des pharmaciens du Canada  
Association canadienne de santé publique  
Collège des médecins de famille du Canada  
Conférence des Régions régionales de la santé des services sociaux du Québec  
Conseil des médecins-hygiénistes en chef

*Membres commanditaires*

Aventis Pasteur Ltd.  
GlaxoSmithKline Ltd.  
Merck Frosst Canada Ltd  
Shire Biologics Inc.  
Wyeth-Ayerst Canada Inc.

La **Coalition canadienne pour l'immunisation contre l'influenza (CCII)** a comme objectif d'accroître les taux d'immunisation en promouvant les avantages de l'immunisation contre l'influenza pour les gens de tous les âges.

*Membres de la Coalition*

Président : D<sup>r</sup> Ian Gemmill  
Canada's Association for the Fifty-Plus  
Association canadienne des chaînes de pharmacies  
Association canadienne du diabète  
Canadian Gerontological Nursing Association (représentant aussi l'Association des infirmières et infirmiers du Canada)  
Société canadienne de maladies infectieuses  
Association pulmonaire du Canada  
Association médicale canadienne  
Société canadienne de pédiatrie  
Association des pharmaciens du Canada  
Association canadienne de santé publique  
Collège des médecins de famille du Canada  
Association pour la prévention des infections à l'hôpital et dans la communauté  
Fondation des maladies du cœur du Canada

*Membres commanditaires*

Aventis Pasteur Ltd.  
Shire Biologics Inc.

*Secrétariat du PCPV et de la CCII*

Association canadienne de santé publique  
1565, avenue Carling, pièce 400, Ottawa (Ontario) K1Z 8R1  
Tél. : (613) 725-3769  
Télécopieur : (613) 725-9826  
Courriel : [immunize@cpha.ca](mailto:immunize@cpha.ca)  
[www.immunize.cpha.ca](http://www.immunize.cpha.ca) [www.influenza.cpha.ca](http://www.influenza.cpha.ca)

*Valeur de l'immunisation dans l'avenir du système de soins de santé du Canada, présentation de la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada, par l'Association canadienne de santé publique en collaboration avec les membres du Programme canadien de promotion de la vaccination (PCPV) et de la Coalition canadienne pour l'immunisation contre l'influenza (CCII), est disponible en ligne à [www.immunize.cpha.ca](http://www.immunize.cpha.ca).*

Pour obtenir des copies supplémentaires de ce document, veuillez vous adresser au Secrétariat.

# Valeur de l'immunisation dans l'avenir du système de soins de santé du Canada

## Sommaire

Il y a cent ans, les maladies infectieuses étaient la cause principale de décès dans la population du monde entier. Au Canada, grâce aux programmes de vaccination mis en oeuvre dans tout le pays, elles ne constituent plus que le 5 p. cent de la mortalité totale. La vaccination protège toute la population en empêchant les maladies de se propager d'une personne à une autre : plus on vaccine de gens, moins les maladies peuvent se propager. La vaccination est l'investissement le plus rentable qui puisse se faire dans le domaine de la santé; elle constitue donc la pierre angulaire des activités de promotion de la santé.

Dans toutes les provinces du Canada, on vaccine automatiquement les enfants contre neuf maladies : la polio, la coqueluche, le tétanos, la diphtérie, l'*Hémophilus influenzae* de type b, la rougeole, les oreillons, la rubéole et l'hépatite B. Le gouvernement canadien approuve ces vaccins par l'intermédiaire de Santé Canada. Chaque province et territoire choisit ses vaccins et ses calendriers d'immunisation en fonction des objectifs de son programme de santé publique.

De nombreuses maladies transmissibles ont été endiguées, mais elles pourraient resurgir si l'on en cessait la vaccination. Pour éliminer une maladie, il faut un degré d'immunisation très élevé, car les agents transmissibles circulent toujours, même s'ils ne sont plus aussi nombreux qu'auparavant. L'expérience a démontré que lorsque les collectivités ne maintiennent pas un taux d'immunisation élevé, les maladies réapparaissent au sein et aux alentours de ces collectivités. On risque de contracter des maladies infectieuses en voyageant à l'étranger. Certaines de ces maladies, qui sont même parfois très répandues dans d'autres pays, sont faciles à prévenir par un vaccin. Les voyageurs qui reviennent au Canada souffrant de maladies qu'ils auraient pu éviter en se faisant immuniser créent un lourd fardeau à notre système de santé.

Il est difficile de se rendre compte de la pleine valeur des vaccins lorsque les membres de la société ont oublié quelles répercussions peut entraîner une maladie disparue depuis longtemps, et quelles craintes elle peut causer. Il est donc crucial que les parents de jeunes enfants comprennent à quel point il est important de respecter le calendrier des vaccinations de leurs enfants, et que les adultes reconnaissent l'importance d'obtenir à temps des rappels pour certains vaccins.

Un bon programme de vaccination renforce la santé de toute la population en constituant une structure de base et un réseau de professionnels qui pourront participer à d'autres initiatives et partenariats de santé nationale. La vaccination peut servir de modèle aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, indiquant la meilleure façon d'améliorer la gestion, la planification, la prévision et l'évaluation de la santé publique, ainsi que la vérification d'inventaire, la formation en matière de santé et l'approche publique et communautaire.

Les Canadiens et Canadiennes comprennent que la santé est un bien public. Même si le système de santé de notre pays repose sur une base solide, on peut encore y apporter des améliorations. Un système de santé d'accès public ne devrait pas se contenter de traiter la maladie; il doit viser à améliorer la santé et à prévenir la maladie, réduisant ainsi le besoin de traitements. La stratégie nationale de vaccination devrait faire partie d'une plus vaste stratégie nationale en matière de santé publique. Le système de santé devrait constituer un continuum allant de la prévention jusqu'aux soins palliatifs. Il est devenu nécessaire d'en rétablir l'équilibre.

### **Recommandations**

La présentation complète du Programme canadien de promotion de la vaccination et de la Coalition canadienne pour l'immunisation contre l'influenza qui suit ce sommaire comprend un certain nombre de recommandations que la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada pourra étudier en fonction de ses quatre thèmes principaux : les valeurs canadiennes, la durabilité, la gestion du changement et les relations coopératives. Voici un résumé plus détaillé de ces recommandations, qui rassemblent un certain nombre de points liés à tous les thèmes et les questions.

Pour rétablir le juste équilibre du système de santé du Canada en fonction du rôle clé qu'y joue la vaccination de tous les Canadiens et Canadiennes, nous recommandons les mesures suivantes :

1. Ajouter aux cinq principes de la *Loi canadienne sur la santé*—la globalité, l'universalité, la transférabilité, l'administration publique et l'accessibilité—ceux de la prévention et de la promotion de la santé.
2. Réinvestir dans la prévention. Créer une demande politique pour la prévention en s'inspirant de la lutte que mène le gouvernement fédéral contre le tabagisme.

3. Veiller à la protection de la santé publique en mettant en oeuvre un programme national d'immunisation efficace. Reconnaître que les programmes de vaccination et de surveillance sont des « services essentiels » et bien faire comprendre cela au public. Consacrer des fonds fédéraux non discrétionnaires aux initiatives nationales d'immunisation.
4. Veiller à ce que le système de santé publique dispose des ressources nécessaires pour demeurer le fournisseur principal de vaccins. Maintenir de hauts niveaux de couverture vaccinale pour que les maladies évitables ne resurgissent pas lorsque des voyageurs les ramènent au pays.
5. Élaborer un processus national d'examen et de prise de décision sur la vaccination visant l'uniformité entre toutes les provinces. Le gouvernement fédéral devrait faciliter la surveillance nationale des programmes d'immunisation des provinces et des territoires et veiller à inclure les indicateurs de rendement dans les ententes qu'il conclut avec les provinces et les territoires.
6. Renforcer le leadership et la visibilité du Canada dans le cadre des initiatives d'immunisation internationales en accroissant sa collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et avec l'Alliance mondiale pour la vaccination et la production de vaccins (GAVI). Élaborer et améliorer des mécanismes d'échange opportun de leçons apprises entre les divers programmes d'immunisation nationaux et internationaux.
7. Veiller à bien informer tous les fournisseurs de services de santé des questions relatives à l'administration de vaccins et à la sécurité des immunisations.
8. Créer et développer des systèmes nationaux d'enregistrement des immunisations et des incidents négatifs pouvant provenir d'une vaccination, à l'aide d'une technologie de l'information permettant de concevoir un système sécuritaire et bien à jour auquel on pourra accéder et que l'on pourra mettre à jour de partout au pays.
9. Étendre les partenariats exclusivement fédéraux, provinciaux et territoriaux en y incluant les initiatives de coopération des secteurs privé et public. Faire participer l'industrie aux débats lorsque approprié, puisque ses membres sont des partenaires cruciaux qui fournissent et livrent les vaccins.

10. Renforcer et maintenir la confiance du public envers le programme national d'immunisation tout en reconnaissant qu'aucun vaccin ne présente absolument aucun risque. Prendre les mesures nécessaires pour contrer l'information disséminée par le lobby qui s'oppose à la vaccination. Établir des stratégies de développement communautaire pour promouvoir l'utilisation des vaccins.
11. Chercher à obtenir un consensus national sur des combinaisons acceptables de vaccins et représenter, dans les comités consultatifs techniques et scientifiques, tous les intervenants en matière d'immunisation (comme les praticiens, les gouvernements, les fabricants) pour garantir un approvisionnement sécuritaire, rentable et adéquat en vaccins. Établir un réseau d'essais cliniques auquel participeront un grand nombre d'universités.
12. Lorsque possible, administrer les vaccins à des populations très vulnérables. Déterminer les possibilités d'améliorer, grâce à l'immunisation, la santé globale des populations difficiles à atteindre et de réduire les inégalités dans la santé des membres de ces populations (par. ex. les néo-Canadiens, les populations ayant des besoins spéciaux).
13. Aborder la « fragilité » de l'approvisionnement en vaccins (c.-à-d. les restrictions imposées à la fabrication de vaccins au pays).
14. Encourager la recherche et le développement de méthodes d'immunisation moins effractives qui, à l'avenir, permettront d'enrayer les coûts d'administration des vaccins lorsque le nombre et la variété des vaccins approuvés augmenteront.

Au cours des 50 dernières années, l'immunisation a sauvé plus de vies au Canada que toute autre intervention dans le domaine de la santé. Non seulement elle est très rentable en elle-même, mais elle économise beaucoup de fonds au système de santé. Chaque dollar que le gouvernement investit pour protéger ses citoyens en les vaccinant engendre d'immenses économies.

Les recommandations présentées dans le présent document visent à faire de l'immunisation la pierre angulaire des activités visant à réduire les maladies et à promouvoir la santé de tous les Canadiens et Canadiennes. Le Programme canadien de promotion de la vaccination et la Coalition canadienne pour l'immunisation contre l'influenza remercient la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada de leur avoir donné l'occasion d'apporter une contribution au débat sur l'immunisation dans le système de santé. Ils se feront un plaisir de participer à d'autres discussions avec la Commission et avec d'autres intervenants du domaine de l'immunisation afin de faire progresser cette question.

Le **Programme canadien de promotion de la vaccination**

(PCPV) s'occupe de promouvoir les avantages de l'immunisation des nourrissons et des enfants depuis 1996. Dans une lettre datée de mai 2001 qu'il adressait à l'honorable Allan Rock, ministre de la Santé, le Programme exhortait tous les paliers gouvernementaux à collaborer avec le PCPV, et avec d'autres organismes, à l'élaboration d'une stratégie nationale d'immunisation afin :

- que tous les parents de jeunes enfants au Canada comprennent à quel point il est important de vacciner les enfants à temps;
- que l'on crée des réseaux pour coordonner les dossiers d'immunisation pour que les familles et les dispensateurs de services de santé sachent qui est à jour et qui ne l'est pas;
- que tous les enfants du Canada jouissent d'un accès rationnel, juste et équitable aux vaccins courants et nouveaux;
- que toutes les provinces et les territoires mettent en oeuvre des programmes d'immunisation uniformes pour que le Canada fasse sa part de l'effort mondial de contrôle et d'élimination des maladies.

## Table des matières

I. <b>Contexte</b>	
Valeur de l'immunisation dans l'avenir du système de soins de santé du Canada .....	9
II. <b>Recommandations</b>	
Rétablissement de l'équilibre : l'immunisation dans le système de santé du Canada .....	13
Thèmes	
A. <b>Les valeurs</b> .....	13
B. <b>La durabilité technique, sociale, politique, financière, administrative</b> .....	15
C. <b>La gestion du changement</b> .....	18
D. <b>Les relations de coopération</b> .....	20
III. <b>Résumé</b> .....	21
<b>Annexe 1</b> .....	23
<i>Survey of Canadian parents on their attitudes towards childhood vaccinations. Étude d'Ipsos-Reid publiée le 6 septembre 2001. Données recueillies du 23 mai au 17 juin 2001.</i>	



## Valeur de l'immunisation dans l'avenir du système de soins de santé du Canada

**L'immunisation est une « exception » des services de santé. Les économies qu'on en retire en réduisant les soins médicaux et les hospitalisations en compensent le coût.**

**Figure 1**  
Rentabilité des interventions médicales nécessaires à la survie

Intervention	Coût par année de survie
Soins intensifs pour nouveau-nés avec insuffisance pondérale	270,00 \$
Dialyse à domicile pour insuffisance rénale au stade ultime	20,000 \$
Dépistage de l'hypertension chez les hommes de 60 ans	11,000 \$
Mammographie de dépistage du cancer du sein, femmes de 50 ans	810 \$
Immunisation des enfants	< 0 \$ (donc économique)

Tengs et coll. *Risk Analysis* 15(3):369-390, 1995

Le Canada est signataire de la Déclaration du Sommet mondial pour les enfants de 1990, dans laquelle on fixe un certain nombre d'objectifs en matière de santé des enfants visant la réduction et l'élimination des maladies ainsi que la couverture vaccinale.

« L'immunisation est le plus grand triomphe du XX<sup>e</sup> siècle en matière de santé publique. »  
—Centers for Disease Control and Prevention, É.-U.  
[Traduction libre]

Il y a cent ans, les maladies infectieuses étaient la cause principale de décès dans la population du monde entier. Au Canada, grâce aux programmes de vaccination mis en oeuvre dans tout le pays, elles ne constituent plus que le 5 p. cent de la mortalité totale. La vaccination protège toute la population en empêchant les maladies de se propager d'une personne à une autre : plus on vaccine de gens, moins les maladies peuvent se propager. La vaccination est l'investissement le plus rentable qui puisse se faire dans le domaine de la santé; elle constitue donc la pierre angulaire des activités de promotion de la santé.

Les maladies évitables avec un vaccin ont des répercussions directes et coûteuses sur la société, exigeant les examens de médecins et l'hospitalisation et causant des décès précoces. Les enfants qui tombent malades forcent aussi souvent leurs parents à manquer des journées de travail ou d'autres engagements. On a endigué de nombreuses maladies transmissibles, mais elles pourraient resurgir si l'on cessait d'immuniser la population. Pour endiguer les maladies, il faut maintenir de hauts degrés d'immunisation, car les agents infectieux continuent de circuler, même si leur nombre s'est considérablement réduit. L'histoire a démontré que lorsque les collectivités ne maintiennent pas un taux d'immunisation élevé, les maladies réapparaissent au sein et aux alentours de ces collectivités, comme l'ont prouvé les épidémies de diphtérie qui ont éclaté au milieu des années 1990 dans l'ancienne Union soviétique.

On risque de contracter des maladies infectieuses en voyageant à l'étranger. Certaines de ces maladies, qui sont même parfois très répandues dans d'autres pays, sont faciles à prévenir par un vaccin. Il arrive que des voyageurs canadiens attrapent ces maladies et les transmettent à leurs concitoyens en revenant au pays. Les voyageurs qui reviennent au Canada souffrant de maladies qu'ils auraient pu éviter en se faisant immuniser créent un lourd fardeau à notre système de santé. En outre, la prévention des maladies par l'immunisation est particulièrement importante dans les cas où les patients ont développé une résistance aux antibiotiques qui entrave leur traitement. Ceci peut entraîner une propagation considérable de la maladie, si cette personne et sa collectivité n'en ont pas maintenu l'immunisation.

À l'heure actuelle, la production des vaccins se fait selon des normes extrêmement précises et doivent respecter des règlements très sévères. On court donc très peu de risques de subir des torts à la suite d'une vaccination.

En fait, ce risque est bien inférieur au danger qu'entraîne la maladie même, et même à celui de toute autre intervention médicale.

Le gouvernement canadien approuve ces vaccins par l'intermédiaire de Santé Canada. Les ministères de la santé des provinces et des territoires achètent sur le marché certains produits approuvés, souvent en signant des contrats négociés par le gouvernement fédéral, puis ils les offrent sans frais au public, aux fonctionnaires fédéraux et au personnel du ministère de la Défense. Le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) a fourni, pour le Canada, des recommandations d'ordre général sur l'utilisation des vaccins, avec la collaboration d'experts en santé publique, en maladies transmissibles et en la pédiatrie provenant de tout le pays. Toutefois, chaque province et territoire choisit les vaccins et établit les calendriers en fonction des objectifs de son programme de santé publique. L'immunisation des voyageurs fait exception; chacun évalue les risques qu'il va courir en voyageant, puis paie les vaccins qu'il ou elle a estimé nécessaires en fonction de sa destination et de ses activités à l'étranger.

Dans toutes les provinces du Canada, on vaccine automatiquement les enfants contre neuf maladies : la polio, la coqueluche, le tétanos, la diphtérie, l'*Hémophilus influenzae* de type b, la rougeole, les oreillons, la rubéole et l'hépatite B. Pour des frais d'environ 150 \$, qui représentent uniquement le coût des vaccins, on peut immuniser un enfant canadien contre ces maladies de sa plus tendre enfance jusqu'à son adolescence, et les effets de la vaccination durent souvent toute une vie. De plus, chaque province dépense beaucoup plus pour des médicaments traitant l'ulcère gastroduodéal que pour les vaccins immunisant les enfants contre neuf maladies. Le fait que certaines provinces aient lancé de nouveaux programmes d'immunisation universelle, comme celui de la méningite méningococcique au Québec et celui de l'influenza en Ontario, signale un besoin constant d'investir dans des stratégies de prévention.

Avant qu'on immunise les enfants, ceux-ci couraient un risque considérable de contracter au moins une des nombreuses maladies qu'on peut prévenir par des vaccins. Aujourd'hui, lorsque les nations administrent des vaccins sécuritaires et efficaces à leurs enfants, elles contribuent directement à la santé de tous leurs citoyens. Il est donc clair que l'immunisation s'avère être l'intervention la plus rentable qu'un pays puisse effectuer dans le domaine de la santé.

Bien que, chez les enfants, les programmes canadiens d'immunisation aient considérablement réduit l'incidence des maladies qu'on peut prévenir par des vaccins, les adultes qui n'ont pas contracté ces maladies ou qui n'en ont pas été vaccinés lorsqu'ils étaient enfants risquent plus d'en être atteints ou de

## Contexte international

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'immunisation sauve chaque année trois millions de vies. En 1974, 5 % seulement des enfants du monde avaient été immunisés contre six maladies évitables (polio, diphtérie, coqueluche, oreillons, tétanos et tuberculose). En 1998, près de 74 % des enfants du monde se faisaient immuniser. Selon l'OMS, il s'agit de la plus grande réalisation de toute l'histoire de l'humanité en matière de santé publique.

Partout au monde, on forme des partenariats internationaux sur l'immunisation. En 1999, de grands organismes multinationaux—l'OMS, la Banque mondiale, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la Rockefeller Foundation, la Fédération internationale de l'industrie du médicament, et le Bill and Melinda Gates Children's Vaccine Program du Program for Appropriate Technology in Health—se sont unis pour améliorer l'administration de vaccins dans les pays en développement. Ce réseau, du nom d'Alliance mondiale pour la vaccination et la production de vaccins (GAVI), ainsi que son organisme fondateur, le Global Fund for Children's Vaccines, participent aujourd'hui activement aux activités menées dans le monde entier pour améliorer l'immunisation.

Le Canada—qui est déjà en tête de file des initiatives mondiales d'élimination de la variole et de la polio, de production de vaccins et d'amélioration de l'accès aux services de santé—peut beaucoup retirer de cette expérience internationale, surtout sur l'efficacité et l'efficacé avec laquelle les partenariats entre les secteurs public et privé atteindront leurs objectifs en matière de santé publique.

« Une stratégie nationale coordonnée [sur l'immunisation] est plus efficace que plusieurs programmes distincts, et elle peut s'avérer plus rentable. »

–L'établissement d'objectifs nationaux concernant les maladies pouvant être prévenues par un vaccin chez les nourrissons et les enfants, Relevé des maladies transmissibles au Canada, Supplément Vol. 23 (2354)

subir des complications à cause de leur âge avancé, de leur profession, de leur style de vie ou de certaines maladies chroniques dont ils peuvent être affligés. Il est difficile de se rendre compte de la pleine valeur des vaccins lorsque les membres de la société ont oublié quelles répercussions peut entraîner une maladie disparue depuis longtemps, et quelles craintes elle peut causer. Il est donc crucial que les parents de jeunes enfants comprennent à quel point il est important de respecter le calendrier des vaccinations de leurs enfants, et que les adultes reconnaissent l'importance d'obtenir à temps des rappels pour certains vaccins.

De façon plus générale, un bon programme de vaccination renforce la santé de toute la population en constituant une structure de base et un réseau de professionnels qui pourront participer à d'autres initiatives et partenariats nationaux en matière de santé. Pour les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, l'immunisation peut devenir un modèle suggérant la meilleure façon d'améliorer la gestion, la planification, la prévision et l'évaluation de la santé publique, ainsi que la vérification d'inventaire, la formation en matière de santé et l'approche publique et communautaire.



## Étude sur l'attitude des parents canadiens face à la vaccination des enfants

Sondage d'Ipsos-Reid publiée le 6 septembre 2001. Données recueillies du 23 mai au 17 juin 2001. Voici quelques-uns des résultats :

- Sur une échelle de 0 (pas importante du tout) à 10 (extrêmement importante), les parents considèrent l'immunisation comme le facteur le plus efficace pour maintenir les enfants en santé (74 %), avant un régime sain, se laver les mains et l'exercice.
- Neuf parents sur dix conviennent que la vaccination est la meilleure manière de prévenir la maladie et de réduire la surcharge de travail des préposés d'hôpitaux et d'autres services de santé (91 %).
- Quatre-vingt-dix pour cent des parents pensent qu'on devrait administrer les vaccins de base à tous les enfants.
- Cinquante-neuf pour cent d'entre eux sont convaincus que les vaccins font beaucoup de bien (9 sur 10 selon une échelle de 0 à 10), et un autre groupe de 25 % les évalue à 8 sur 10.
- Trente-quatre pour cent des parents ont manqué le travail ou d'autres engagements au cours d'une année type, parce que leur enfant avait une otite.
- Au moins les deux tiers, et jusqu'à 93 % des parents ont déjà fait vacciner leurs enfants contre la polio, la rougeole, la rubéole, la diphtérie, les oreillons, la coqueluche, le tétanos ou le tétanos et le HIB.
- Quatre-vingt-seize pour cent des parents paieraient eux-mêmes pour faire administrer un vaccin protégeant leur enfant, si c'était nécessaire.
- Quatre-vingt-douze pour cent d'entre eux pensent que le gouvernement devrait financer tous les vaccins.

## II. RECOMMANDATIONS PAR THÈMES\*

### *Rétablissement de l'équilibre : l'immunisation dans le système de santé du Canada*

#### A. Les valeurs

Ici au Canada, la santé et les services de santé sont des questions d'intérêt public primordiales. Selon les résultats du Forum national sur la santé de 1997, les Canadiens et les Canadiennes veulent un système de santé souple, intégré, qui soutienne l'action communautaire et qui soit fondé sur l'information. Selon eux, le système de santé reflète la citoyenneté, la démocratie et l'intérêt public, et l'immunisation en est l'élément le plus facile à mettre en oeuvre.

Les valeurs canadiennes comprennent l'équité, la compassion, la responsabilité collective et individuelle, le respect d'autrui, l'efficacité et l'efficacités. Ces valeurs sont à la base de l'assurance-santé; elles constituent aussi les éléments fondamentaux de l'exercice de la santé publique et de la promotion de la santé. Par conséquent, un système de santé d'accès public ne devrait pas se contenter de traiter la maladie, mais être également conçu de manière à améliorer la santé et à prévenir la maladie, pour ainsi réduire le besoin en traitements. On devrait épargner aux enfants la crainte des maladies graves qui sont évitables. L'histoire a bien prouvé l'importance des vaccins (comme ceux de la polio et de la variole), mais le défi est de promouvoir le maintien de l'immunisation et de soutenir les programmes de vaccination. L'action devrait s'orienter vers la prévention et vers un investissement précoce et direct pour tirer des gains durables dans le domaine de la santé. On devrait répartir largement les coûts de la prévention des maladies, tout comme ceux des traitements.

Les Canadiens et Canadiennes considèrent l'accès équitable comme une valeur clé de la conception de leur système de santé. Selon eux, le système de santé a donc le devoir moral de fournir tous les vaccins recommandés à tous les citoyens. À cette valeur s'attache la responsabilité individuelle et collective. La majorité des Canadiens préfèrent que le gouvernement assume la responsabilité de mettre en oeuvre un programme national d'immunisation plutôt que des services gérés par le secteur privé. On en retirera plus d'efficacité et d'efficacités,

\* Certaines des recommandations présentées ci-dessous ne se limitent pas à un seul thème. Dans un contexte à thèmes multiples, elles peuvent souligner des points différents.

car un tel système permettra de mieux conserver les dossiers et de mettre les données à jour. Les Canadiens veulent aussi une bonne information sur leur santé et sur la manière de se maintenir en santé, mais le système ne fournit pas toujours des renseignements complets et accessibles au public. La Stratégie canadienne d'immunisation nationale, qu'élaborent actuellement les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, reconnaît le besoin d'offrir au public de meilleurs renseignements sur la vaccination. Les répercussions d'un manque d'information adéquate s'observent très particulièrement dans le domaine de l'immunisation lorsqu'on affronte le mouvement de lutte contre la vaccination. Les dispensateurs de services de santé reçoivent souvent des demandes inadéquates de services et de vaccins, ou encore certains membres du public refusent de participer aux programmes d'immunisation pour eux-mêmes ou pour leurs enfants.

### Recommandations

Pour rediriger le réseau d'immunisation du système de santé sur les valeurs canadiennes, nous recommandons les mesures suivantes :

1. Ajouter aux cinq principes de la *Loi canadienne sur la santé*—la globalité, l'universalité, la transférabilité, l'administration publique et l'accessibilité—ceux de la prévention et de la promotion de la santé.
2. Veiller à la protection de la santé publique en mettant en oeuvre un programme national d'immunisation efficace.
3. Élaborer un processus national d'examen et de prise de décision sur les vaccins, en cherchant à établir l'uniformité entre les provinces.
4. Réinvestir dans la prévention.
5. Renforcer le leadership et la visibilité du Canada dans le cadre des initiatives d'immunisation internationales en accroissant sa collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et avec l'Alliance mondiale pour la vaccination et la production de vaccins (GAVI). Élaborer et améliorer des mécanismes d'échange opportun de leçons apprises entre les divers programmes d'immunisation nationaux et internationaux.

« La prévention des maladies et des blessures est même préférable aux traitements les plus prodigieux. »

—*Caring for Medicare: Sustaining a Quality System*, Rapport de la Commission de la Saskatchewan sur l'assurance-santé, 2001

[Traduction libre]

« De l'avis de la Commission, l'adoption [par le secteur de la santé et des services sociaux] d'une approche de gestion préventive est la seule qui permette de faire face aux transitions sociodémographique, épidémiologique et technologique qui s'annoncent. »

—Les solutions émergentes, Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux, Québec, décembre 2000

Cinq éléments nécessaires au développement durable des services de santé primaires :

**durabilité technique :**

création et maintien d'un cadre de personnes adéquatement formées ainsi que de moyens et de ressources permettant de satisfaire les besoins aux niveaux local et régional;

**durabilité sociale :**

création et maintien d'un appui communautaire ainsi que de la capacité, pour la collectivité, de jouer un rôle efficace;

**durabilité politique :**

création et maintien de la volonté politique nécessaire pour conserver une orientation politique majeure;

**durabilité financière :**

apport des ressources humaines et matérielles nécessaires pour conserver une orientation politique majeure;

**durabilité administrative :**

création et maintien de la capacité de diriger et de planifier des services efficaces répondant à des besoins prouvés.

—*Sustainability and Equity: Primary Health Care in Developing Countries*, Association canadienne de santé publique, 1990.

## B. La durabilité

Les systèmes provinciaux actuels reflètent la durabilité en maintenant de hauts niveaux de couverture vaccinale, mais ces efforts sont menacés par un manque de systèmes complets d'enregistrement des dossiers, par une multiplicité de systèmes de prestation et par le fardeau que crée la mise en application de nouveaux vaccins et de mesures d'urgence. Un programme national d'immunisation aurait pour fonctions principales : acheter et distribuer tous les vaccins, élaborer des lignes directrices sur les programmes ainsi que des stratégies et des objectifs nationaux, surveiller et évaluer le rendement des programmes au niveau de la prestation, élaborer des méthodes de rapport uniformisées et un système national d'enregistrement, et assurer la qualité des vaccins et garantir l'approvisionnement en quantités suffisantes.

La Commission a pour mandat, entre autres choses, de présenter des recommandations sur la durabilité du système de santé en tenant compte des dépenses gouvernementales et en veillant à maintenir la confiance du public. Nous pouvons étendre la définition de durabilité en abordant la question d'un programme national d'immunisation à partir de la définition en cinq points que l'Association canadienne de santé publique (ACSP) présente dans sa déclaration de principe de 1990 intitulée *Sustainability and Equity: Primary Health Care in Developing Countries*. Selon la définition de l'ACSP, les cinq éléments principaux nécessaires au développement durable des services de santé de première ligne sont les aspects techniques, sociaux, politiques, financiers et administratifs.

### Recommandations

La **durabilité technique** est la création et le soutien d'un cadre de personnes adéquatement formées ainsi que de moyens et de ressources permettant de satisfaire les besoins d'un programme national d'immunisation aux niveaux local et régional. Pour rediriger les activités d'immunisation du système de santé afin qu'il soit durable, nous recommandons les mesures suivantes :

1. Veiller à ce que tous les dispensateurs de services de santé soient bien informés sur la prestation des vaccins et la sécurité de l'immunisation. Établir un système de santé publique disposant des ressources nécessaires pour devenir le fournisseur principal de vaccins.
2. Établir un système national d'enregistrement des immunisations à l'aide d'une technologie qui en fera un système sécuritaire et à jour dont on pourra mettre à jour et saisir les données de partout au pays.
3. Renforcer, dans le système d'enregistrement national, le volet des incidents nocifs pouvant découler d'une vaccination, à l'aide d'une technologie qui en fera un système sécuritaire et à jour dont on pourra mettre à jour et saisir les données de partout au pays.

4. Le gouvernement fédéral devrait faciliter la surveillance des programmes d'immunisation provinciaux et territoriaux.
5. Utiliser les vaccins pour des populations à haut risque lorsque possible. De plus, les programmes d'immunisation régulière, comme celle contre l'influenza, peuvent servir de modèles d'action en cas d'épidémie ou d'actes de bioterrorisme.
6. Il est difficile de décider quand effectuer la mise en circulation et la mise en oeuvre des nouveaux vaccins. Il faut donc obtenir un consensus national sur les combinaisons acceptables de vaccins et inclure, dans les comités consultatifs techniques et scientifiques, des représentants de tous les intervenants dans le domaine de l'immunisation (comme les praticiens, les gouvernements, les fabricants) afin de garantir un approvisionnement en vaccins sécuritaire, rentable et adéquat.
7. Veiller au respect des normes internationales sur la qualité de production des vaccins.
8. Aborder la « fragilité » de l'approvisionnement en vaccins (c.-à-d. les restrictions imposées à la fabrication de vaccins au Canada).

La **durabilité sociale** est la création et le maintien d'un appui communautaire ainsi que de la capacité, pour la collectivité, de jouer un rôle efficace. Afin de rendre les activités du système de santé relatives à l'immunisation socialement durables, nous recommandons les mesures suivantes :

1. Utiliser les stratégies de développement communautaire pour promouvoir l'utilisation des vaccins. Tout comme le succès d'une société, celui de tout programme de vaccination repose sur le soin qu'a chaque citoyen et citoyenne de veiller au bien de tous.
2. Promouvoir la valeur de la bonne santé par rapport à la maladie, et définir clairement le système d'immunisation comme faisant partie des volets du système de santé ayant trait à la bonne santé et à la prévention.
3. Renforcer la confiance du public envers le programme national d'immunisation, et la conserver, tout en reconnaissant qu'aucun vaccin ne présente absolument pas de risques. Prendre les mesures nécessaires pour contrer l'information que dissémine le lobby d'opposition aux vaccins. En surveillant continuellement la sécurité de l'immunisation, on fournira une garantie technique et scientifique de la sécurité des vaccins offerts. La confiance prend même plus d'importance lorsque les maladies qu'on prévient par la vaccination disparaissent, laissant moins de souvenirs de la nécessité de s'immuniser contre elles.

La **durabilité politique** est la création et le maintien de la volonté politique nécessaire pour conserver une orientation politique majeure. Afin de rendre les activités du système de santé relatives à l'immunisation politiquement durables, nous recommandons les mesures suivantes :

« Une stratégie nationale [de vaccination des nourrissons et des enfants contre les maladies évitables] coordonnée est plus efficace que plusieurs programmes distincts, et elle peut s'avérer plus rentable. En effet, les maladies pouvant être prévenues par la vaccination peuvent facilement se propager d'une province et d'un territoire à l'autre. »

–Rapport sur l'immunisation au Canada, 1996

« Si l'on affecte toujours plus de l'argent des contribuables au traitement des maladies par l'intermédiaire du système de santé, on dispose de moins de fonds pour d'autres programmes sociaux qui contribuent à l'état de santé général des enfants... »

–Caring for Medicare: Sustaining a Quality System, Rapport de la Commission de la Saskatchewan sur l'assurance-santé, 2001

[Traduction libre]

« La stratégie la plus couramment appliquée aux maladies chroniques a été le traitement clinique, et l'on n'a observé qu'une très faible volonté politique d'étendre les ressources affectées à la promotion de la santé et à la prévention de la maladie. Les résultats de ce genre de programmes se manifestent généralement à plus long terme; ils sont donc politiquement moins avantageux que d'investir dans les établissements de soins de santé, comme les hôpitaux. »

–Rapport provisoire du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, septembre 2001

[Traduction libre]

La viabilité de notre système de soins de santé dépend non seulement de sa durabilité financière, mais de l'intégrité et de la cohérence de la conception de tout le système. Il faut pour cela vérifier si les priorités et les dépenses correspondent à une vision globale des soins de santé que le public, les dispensateurs de soins et les décideurs peuvent partager. »

–Commissaire Roy Romanow, le 10 août 2001

[Traduction libre]

« ... comme les facteurs qui influencent les résultats relatifs à la santé varient énormément, il est très difficile de coordonner les activités du gouvernement ... Le système de soins de santé lui-même n'influe que sur un relativement petit pourcentage des déterminants réels de la santé; par conséquent, la responsabilité face à la santé de la population ne peut pas reposer entièrement sur les différents ministères de la Santé. Toutefois, la structure de la plupart des gouvernements ne se prête pas à une responsabilité interministérielle face au règlement de problèmes complexes, et cette difficulté s'accroît ... lorsqu'on tient compte des différents paliers gouvernementaux et des nombreux intervenants non gouvernementaux, alors qu'on devrait justement en tenir compte pour créer des stratégies sur la santé de la population vraiment efficaces. »

–Rapport provisoire du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, septembre 2001  
[Traduction libre]

Le Canada est signataire de la Déclaration d'Alma-Ata de 1978, qui a la réputation de présenter la définition la plus claire et la plus acceptée des valeurs fondamentales à appliquer au domaine de la santé dans les pays en développement.

Voici ce que dit, en partie, l'article III :  
« La promotion et la protection de la santé du peuple sont essentielles au développement économique et social durable et contribuent à améliorer la qualité de la vie et à apporter la paix dans le monde. »

Ensuite, la Déclaration définit les services de soins primaires comme « fournissant des services promotifs [sic], préventifs, curatifs et réhabilitatifs [et comprenant] ... l'éducation sur les principaux troubles de santé et sur les méthodes permettant de les prévenir et de les endiguer; ... l'immunisation contre les principales maladies transmissibles; la prévention et le contrôle des maladies endémiques locales; le traitement adéquat des maladies et des blessures courantes; enfin, l'apport des médicaments essentiels. »  
[Traduction libre]

1. Créer une demande politique pour la prévention. S'inspirer de la lutte que mène le gouvernement fédéral contre le tabagisme : souligner la rentabilité des vaccins pour tous les âges ainsi que les avantages de la prévention des maladies sur les traitements, et réfuter chaque déclaration émise contre l'immunisation.
2. Veiller à ce que les programmes d'immunisation soient définis comme étant des services essentiels dans les programmes fondamentaux des provinces et des territoires en matière de santé. Bien faire comprendre cela au public.
3. Reconnaître la présence de partenaires nouveaux dans le domaine de l'immunisation, y compris ceux du secteur privé. Les gouvernements doivent les inviter à participer activement aux discussions des comités nationaux interorganismes sur les mécanismes de mise en oeuvre et de maintien du programme national d'immunisation.

La **durabilité financière** est l'apport des ressources humaines et matérielles nécessaires pour conserver une orientation politique majeure. Il est important de souligner une fois de plus les économies extraordinaires que les programmes d'immunisation du système de santé ont occasionnées. Afin de rendre les activités du système de santé relatives à l'immunisation financièrement durables, nous recommandons les mesures suivantes :

1. Appuyer la création d'un poste budgétaire direct pour financer les charges récurrentes des programmes d'immunisation. Garantir un financement fédéral non discrétionnaire consacré aux initiatives nationales d'immunisation.
2. Établir des mécanismes clairs de transfert et de responsabilisation des ressources financières afin que les activités de vaccination et de surveillance ne soient pas interrompues et puissent réagir rapidement en cas d'urgence.
3. Les coûts sont beaucoup plus élevés lorsque les programmes sont administrés par des systèmes de prestation et des niveaux de prise de décision multiples. Pour créer une infrastructure durable d'administration des vaccins à l'échelle nationale, il faut que la prise de décision et l'élaboration de politiques soient bien documentées.
4. Réinvestir dans la prévention. Les fonds économisés par la prévention devraient être réaffectés à des budgets de prévention, et non transférés à des initiatives de traitement. En investissant dans la prévention, on effectue un investissement précoce dans la santé des particuliers et des populations. On en retire, à plus long terme, des résultats positifs sur la santé et sur la qualité de la vie.

La **durabilité administrative** est la création et le maintien de la capacité de diriger et de planifier des services efficaces répondant à des besoins prouvés. Nous traiterons de ces questions à la section C, intitulée *La gestion du changement*.

## C. La gestion du changement

Pour élaborer une stratégie nationale sur d'immunisation, il est avant tout crucial de cesser de « protéger son territoire » et de se concentrer sur la meilleure utilisation de notre outil le plus puissant contre les épidémies. Cela paraît peut-être extrêmement difficile à réaliser. Les gouvernements ont des perspectives très différentes sur les décisions à prendre, sur les moyens de prestation des programmes et sur les ressources humaines requises. De plus, les divergences entre les provinces se manifesteront plus clairement lorsqu'on disposera de vaccins plus chers et plus complexes. L'aversion qu'ont les provinces et les territoires des critères de financement fixés par le gouvernement fédéral et leur hésitation à investir dans la prévention constituent d'énormes obstacles au changement. Il faudra définir le programme national d'immunisation en termes plus larges que ce que les initiatives fédérales présentent traditionnellement sur les questions d'importance nationale. Autrement dit, la stratégie nationale d'immunisation devrait permettre de plus vastes partenariats entre les dispensateurs de soins, le public et le secteur privé.

La stratégie nationale d'immunisation devrait s'intégrer dans une stratégie nationale globale de santé publique. Le système de santé devrait être considéré comme un continuum allant de la prévention jusqu'aux soins palliatifs. Il faut rétablir l'équilibre. Certains signes indiquent déjà que l'on considère désormais le programme national d'immunisation comme un facteur clé de la revitalisation du système de santé canadien. En 1999, le sous-ministre de la santé s'est engagé à établir une stratégie nationale d'immunisation en harmonisant les programmes d'immunisation de tout le pays, à créer des registres d'immunisation provinciaux et territoriaux, à garantir la sécurité de l'immunisation et à aborder les questions d'approvisionnement en vaccins.

Le Canada compte plusieurs systèmes d'immunisation variant d'une région à l'autre. Certaines provinces ou territoires appliquent d'abord un programme particulier de vaccination, alors que d'autres attendent de voir les résultats avant de s'y lancer. Vu la situation, les provinces et les territoires seront peut-être tentés de participer à une stratégie d'harmonisation du système d'immunisation. Il faut donc s'occuper des objectifs atteignables, comme la création de systèmes reliés de tenue des dossiers, ou les questions de sécurité des vaccins et les partenariats d'approvisionnement.

Les normes d'appréciation et les mécanismes de communication de rapports sur les vaccinations, sur les données de couverture, sur les réactions adverses et sur l'épidémiologie des maladies sont essentiels au recueil des données nationales. Les nouveaux systèmes de tenue des dossiers doivent pouvoir se transmettre d'une province et d'un territoire à l'autre. De plus, il faudra lancer l'application des nouveaux vaccins complexes qu'offrira le marché avec beaucoup de stratégie

pour en retirer les meilleurs effets possible. À l'avenir, les calendriers de vaccination pourraient devenir extrêmement complexes, puisqu'ils devront englober plusieurs vaccins pédiatriques, des vaccins pour les adolescents et pour les adultes, et d'autres encore pour les voyageurs. Le Canada a été un leader en lançant une combinaison de vaccins pour protéger les enfants de la diphtérie, de la polio, de la coqueluche et du HIB en une seule injection. À l'avenir, la prise en compte de ces nouveaux facteurs compliquera le travail des responsables de l'élaboration des politiques. Il est donc bon d'aborder dès maintenant les questions fondamentales de l'infrastructure.

### Recommandations

Afin de rediriger le système de santé de manière à gérer des changements amenant la création d'un programme national d'immunisation, nous recommandons les mesures suivantes :

1. Examiner la *Loi canadienne sur la santé* comme elle s'applique à la santé de la population.
2. Développer le cadre du système de santé pour que, d'un modèle axé sur le traitement médical des maladies, il devienne un modèle axé sur la santé de la population.
3. Veiller à ce que tous les territoires de compétence utilisent le modèle de prestation au public pour leurs activités d'immunisation.
4. Veiller à ce que les indicateurs de rendement fassent partie de l'entente conclue avec les provinces et les territoires (p. ex. la prestation des services).
5. Déterminer les possibilités d'amélioration de la santé globale et de réduction des inégalités de la santé des populations difficiles à atteindre en appliquant l'immunisation (par ex. les néo-Canadiens, les populations ayant des besoins spéciaux).
6. Fournir au système de santé publique un appui clair et continu et des ressources pour la prestation des programmes de prévention.
7. Augmenter la participation des consommateurs aux questions ayant trait à la santé et au système de santé et tenir le public au courant de la valeur des vaccins. Par exemple, les plus grands risques de contracter des maladies transmissibles proviennent actuellement de l'étranger. Les voyageurs canadiens, qui doivent déjà payer les frais d'immunisation avant de partir en voyage, ont besoin de renseignements précis et accessibles pour protéger leur santé pendant qu'ils voyagent.
8. Maintenir un haut degré de couverture vaccinale contre les maladies évitables afin qu'elles ne resurgissent pas lorsqu'un cas arrive de l'étranger. Élaborer des mesures objectives pour évaluer l'efficacité des programmes.
9. Dans le cas de l'administration des vaccins, encourager la recherche et le développement à trouver des méthodes moins effractives qui permettront d'économiser sur les coûts lorsque le nombre et la variété des vaccins approuvés augmenteront.

## D. Les relations de coopération

Dans le domaine de l'immunisation, il a été prouvé, dans l'arène internationale, que les partenariats entre les secteurs public et privé peuvent grandement contribuer à améliorer la santé. On sait également que ce type de partenariat demeure un sujet épineux au sein des gouvernements, surtout à cause de la perception que se fait le public de ce genre d'initiatives. Toutefois, comme le fait l'OMS, il est grand temps que le Canada se concentre moins sur les différences entre les secteurs public et privé et plus sur les occasions que ces partenariats peuvent offrir. L'OMS suggère qu'on considère ces partenariats comme des « expériences sociales » que l'on peut diriger vers le bien de tous, tant « qu'on s'efforce dans la mesure du possible à protéger l'intérêt du public ».

### Recommandations

Afin de rediriger le système de santé pour établir des relations coopératives visant à la création d'un programme national d'immunisation, nous recommandons les mesures suivantes :

1. Établir une forte voix nationale promouvant les programmes de prévention et d'immunisation à laquelle les ONG participent activement. Définir des visions communes et appliquer les recommandations.
2. Étendre les partenariats fédéraux, provinciaux et territoriaux pour y inclure les initiatives de coopération des secteurs public et privé.
3. Coordonner l'élaboration des politiques. À l'heure actuelle, les provinces et les territoires sont responsables de l'allocation des ressources et de la prise de décisions. Le programme national d'immunisation devrait fixer des lignes directrices et des normes nationales. Les provinces et les territoires seraient alors chargés de les mettre en oeuvre.
4. Faire participer l'industrie à la table des discussions lorsque approprié, puisqu'elle constitue un partenaire essentiel à l'approvisionnement et à l'administration des vaccins.
5. Établir des critères définitifs d'acceptation des nouveaux vaccins pour veiller à ce que ceux-ci soient sécuritaires, efficaces et administrés à temps.
6. Orienter la production et la mise en circulation des vaccins en révisant régulièrement les priorités.
7. Créer un réseau d'essais cliniques auquel participent un grand nombre d'universités.

L'Organisation mondiale de la santé a défini les partenariats entre les secteurs public et privé « un élément central de la scène mondiale en matière de santé ».

[Traduction libre]

« Le suivi de la santé doit constituer une priorité pour le Canada. ... Pour ce faire, le gouvernement fédéral devrait fournir au Canada, aux provinces, aux territoires et aux différentes parties intéressées un véhicule pour coordonner la collecte et la diffusion de l'information, et pour promouvoir des politiques qui améliorent la santé de la population. »

–Forum national sur la santé, 1997

« L'élimination historique de la polio sur les deux continents américains accomplie en 1994 a découlé d'une action collective d'organismes non gouvernementaux, de ministères de la Santé, d'organismes donateurs d'aide internationaux et de dispensateurs locaux de soins de santé et autres participants, poursuivant ensemble un objectif commun. »

Organisation panaméricaine de la santé  
[Traduction libre]

### III. RÉSUMÉ

Les Canadiens et les Canadiennes comprennent que la santé est un bien public. Bien que le système de santé de notre pays soit solidement établi, il est encore possible de l'améliorer. Un système de santé accessible au public devrait non seulement traiter les maladies, mais être conçu de façon à améliorer la santé, à prévenir les maladies, et par conséquent à réduire les besoins de traitement. Les coûts de prévention des maladies, tout comme ceux des traitements, devraient donc être largement partagés.

« Une politique de la santé et du bien-être renouvelée devrait s'articuler autour de la prévention de la maladie et des problèmes sociaux ainsi qu'autour de la promotion et de la protection de la santé. »  
– Les solutions émergentes, Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux, Québec, décembre 2000

L'immunisation est une arme extrêmement importante dans la lutte visant à endiguer et à éliminer les maladies transmissibles. La vaccination est nécessaire pour deux raisons : pour protéger les particuliers, et pour protéger les collectivités. Les maladies évitables ont des caractéristiques très particulières pour lesquelles il est facile de fixer des objectifs tels que les programmes de contrôle qui sont en cours et qui se sont clairement avérés efficaces, les résultats mesurables, une infrastructure existante liant les ressources aux stratégies et les indicateurs de surveillance déjà établis. De plus, les maladies transmissibles touchent et menacent tous les groupes de la population canadienne; elles constituent donc dès le départ un problème national.

Afin de profiter pleinement des vaccins et de prévenir les maladies :

- Les parents doivent considérer les vaccins comme un moyen de mobiliser les défenses naturelles du corps. Ils devraient être mieux préparés à chercher des vaccins pour leurs enfants et pour eux-mêmes. Il est donc essentiel de financer cette cause.
- Les travailleurs des services de santé doivent être au courant des derniers développements et recommandations. L'éducation permanente des travailleurs des services de santé est donc essentielle.
- L'approvisionnement en vaccins et son financement doivent être plus sûrs, surtout dans le cas des nouveaux vaccins. Il faut donc créer un financement national pour les programmes d'immunisation.
- Pour rendre un bon service au pays, il faut rationaliser et renforcer la tenue des dossiers.
- Les chercheurs doivent aborder des questions toujours plus complexes sur la sécurité et l'efficacité et étudier les nouvelles méthodes d'administration des vaccins.
- Il faut mieux utiliser la technologie de l'information pour que les vaccinations se fassent en temps opportun.
- Il faut étendre et renforcer les partenariats entre les secteurs public et privé oeuvrant à la conception et à la prestation des programmes d'immunisation.

Si l'on comprend l'importance du rôle de la prévention dans la promotion de la santé, on pourra recalibrer le système pour le centrer non plus sur la maladie, mais sur la santé. Les programmes de prévention doivent utiliser les ressources avec plus d'efficacité et d'efficience. À cette fin, nous recommandons que l'immunisation devienne un élément clé de la version révisée de la *Loi canadienne sur la santé*, soulignant le rôle central qu'elle joue pour la prévention des maladies et pour la réduction du fardeau que supporte le système de santé.

La plus grande réalisation du siècle dernier dans le domaine de la santé a été les progrès de la lutte contre les maladies transmissibles, accomplis en grande partie grâce à l'immunisation. Au cours des 50 dernières années, l'immunisation a sauvé plus de vies au Canada que toute autre intervention dans le domaine de la santé. L'amélioration globale de la santé est le résultat premier de tout programme efficace d'immunisation. La vaccination apporte aussi au système de santé une base structurelle et un réseau de professionnels pouvant aider d'autres initiatives et partenariats nationaux en matière de santé. En outre, l'immunisation est l'investissement le plus rentable que l'on puisse effectuer dans le domaine de la santé. En plus de son excellente valeur, l'immunisation crée des économies dans le système de santé. Chaque dollar que les gouvernements investissent pour protéger leurs citoyens en les vaccinant génère d'énormes économies.

Les recommandations présentées dans ce document visent à ce que l'immunisation soit considérée comme la pierre angulaire des activités vouées à la réduction des maladies et à la promotion de la santé pour tous les Canadiens et Canadiennes. Le Programme canadien de promotion de la vaccination et la Coalition canadienne pour l'immunisation contre l'influenza remercie la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada de leur avoir donné l'occasion de participer à ce débat important sur le système de santé et les initiatives d'immunisation. Nous nous ferons un plaisir de participer à d'autres discussions avec la Commission et avec d'autres intervenants du domaine de l'immunisation afin de faire progresser cette question.

« S'il s'agissait de recommencer à zéro, on bâtirait bien autrement le système, et il serait peut-être moins coûteux qu'à l'heure actuelle. Il dépendrait moins des médecins et des hôpitaux, offrirait beaucoup plus de services communautaires d'approche multidisciplinaire et miserait davantage sur la prévention. Il fournirait une meilleure information liant les interventions à leurs conséquences. Mais comme on ne peut repartir à zéro, il faut bien doser le changement pour ne pas perdre la confiance du public et des divers intervenants; or, cet équilibre, difficile à maintenir, demande beaucoup de finesse. »

-Forum national sur la santé, 1997

## ANNEXE I:

### Survey of Canadian parents on their attitudes towards childhood vaccinations.

Étude d'Ipsos-Reid publiée le 6 septembre 2001 pour Wyeth-Ayerst Canada. Données recueillies du 23 mai au 17 juin 2001. Seulement disponible en anglais.

#### THE CANADIAN IMMUNIZATION SURVEY: ATTITUDES TOWARD CHILDHOOD VACCINATIONS A Study of Canadian Parents of Children Under the Age of 7

##### Key Findings: National Perspective

- 74% rate having children immunized a '10' on a scale of 0 (not at all important) to 10 (extremely important) – beating out healthy diet, washing their hands and exercise.
- 91% of parents believe vaccinating children may ease the burden on the healthcare system.
- 90% feel all children should have the standard vaccinations.
- 82% actively seek the most recent information about vaccinations.
- Only 5% feel there is no need for children to be vaccinated due to the elimination of vaccine-preventable illnesses.
- 59% are very confident that vaccines are very beneficial (9 or 10 on scale of 0 to 10), with another 25% giving a rating of 8 out of 10.
- Prevention is the number one factor taken into account when deciding to get a vaccination.
- Meningitis and Hepatitis B rank highest on parental concern over children contracting the diseases, as well as parental perception of disease severity.
- 34% of parents have had to miss work or other commitments due to child's ear infection or tube procedure.
- Most parents adhere to children's vaccination schedule.
- 49% would discuss a new vaccine with their physician/pediatrician during their next appointment.
- 75% would turn to their physician for information on vaccines. Physicians also considered most credible source of information.
- Only 21% of parents recalling having been offered or recommended a vaccination that is not covered by the government.
- 96% of parents would pay out of their own pocket for a vaccine to protect their child if they had to do so.
- 92% feel governments should fund all vaccines.

## **Executive Summary**

Canadian parents clearly value childhood vaccinations, considering them at least as important as a proper diet and exercise for keeping children healthy. And, parents are very concerned about vaccine-preventable diseases – considering many of them very serious conditions and ones that their children are likely to contract if not immunized against them. The result is that, for the most part, parents are ensuring their children get the standard vaccinations – and many are getting recently introduced vaccines and/or are interested in learning more about new vaccines for children. Only five percent of parents feel there is no need for their child to be vaccinated.

While a small proportion of parents have concerns over the safety of vaccines, for the most part parents rate childhood immunizations very safe – in fact, six in ten deem them very safe. Furthermore, the vast majority of parents consider immunization very beneficial for their children. And it's not only the children who stand to benefit. Parents report missing an average of more than six days of work or other commitments in a typical year due to ear infections. Parents also see the big picture, recognizing vaccinations as a means of preventing illness and thereby easing the burden on the healthcare system.

Virtually all parents say they would pay out of their own pocket for a vaccination to protect their child, but they also feel very strongly that governments should fund all vaccines. Indeed, one in five parents say they consider non-government funded vaccines to be less of a priority for their children, indicating the impact of government funding on the adoption of new vaccinations. To further illustrate this point, only one in five recall having ever been recommended a vaccination for their child that is not covered by the government. This would suggest that Canadian parents often do not have access to important new vaccines not covered by the government.

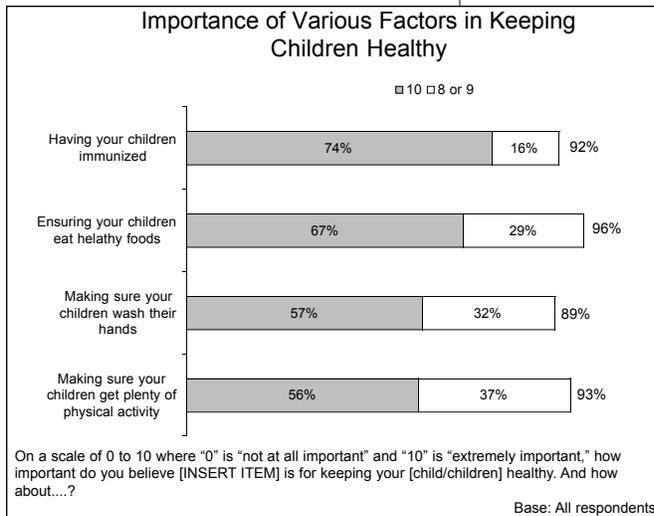
## **Research Methodology**

This document summarizes the findings of Canada's largest ever survey of Canadian parents on their attitudes toward childhood vaccinations.

All data for this research were collected by Ipsos-Reid via 15 minute telephone interviews with parents of children under the age of seven. A total of 1,500 interviews were conducted between May 23<sup>rd</sup> and June 17<sup>th</sup>, 2001. A sample of this size carries an associated margin of error of  $\pm 2.5$  percentage points, nineteen times out of twenty. Respondent sample was drawn from Ipsos-Reid's national panel which pre-identified respondents as having children in the target age range. Final data were weighted to reflect the population of parents of children under the age of seven according to 1996 Census figures.

## The Findings

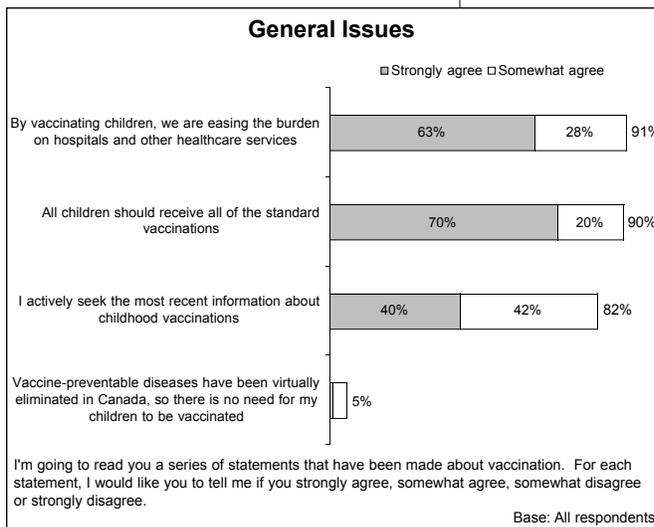
### Parents Rate Immunizations Most Important Factor in Keeping Children Healthy



On a scale of 0 (not at all important) to 10 (extremely important), 74% of parents rate having children immunized as a full "10" in terms of its importance in keeping children healthy. Looking at the proportion who rated each of the four factors tested a solid "10" or "extremely important", immunization beats out ensuring children eat healthy foods (67%), making sure children wash their hands (57%), and making sure children get plenty of physical activity (56%).

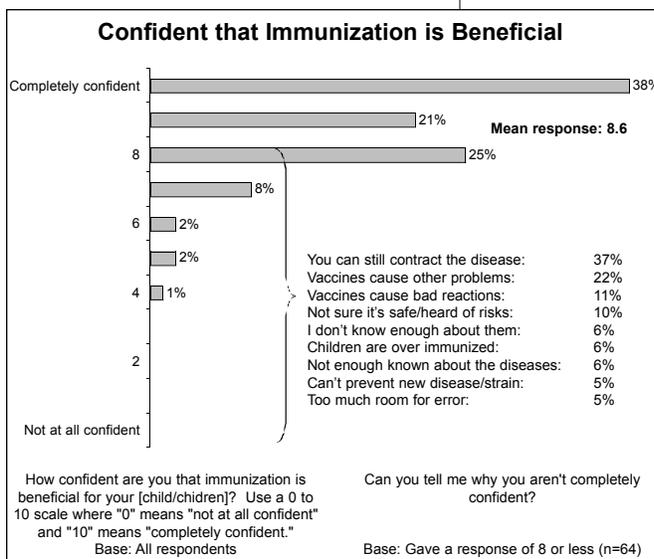
### Nine out of Ten Agree Vaccination Best Method of Prevention

Nine in ten parents (91% total agree, 63% strongly agree) believe that vaccinating children can prevent illness and ease the burden on hospitals and other healthcare services. And, a solid majority (90%) feel that all children should receive all of the standard vaccinations (70% strongly agree). Only 5% of parents believe that vaccine-preventable diseases have been virtually eliminated in Canada, so there is no need for my children to be vaccinated.



### Six in Ten Very Confident that Immunization is Beneficial

With an average response of 8.6 out of 10, parents clearly view childhood immunizations as beneficial. In fact, the majority give a response of 9 (21%) or 10 (38%) on a 10-point scale where a 10 means 'completely confident'. Another 25% gave a response of 8 out of 10.



Among the minority who gave a response of 8 or less, the number one reason for being less than completely confident that immunization is beneficial is the sense that "you can still contract the disease" (mentioned by 37%). Others feel that vaccines cause other problems (22%), or bad reactions (11%).

### Prevention is Most Important Factor in Deciding to Get a Vaccination

On an open-ended basis, parents cite prevention (21%) more frequently than any other as being the most important factor they considered when deciding to get a

specific vaccination for their child. A physician's recommendation and safety are priorities for 15% of parents, followed by efficacy at 12%.

### *Meningitis Ranks Highest on Concern over Contracting and Disease Severity*

Three-quarters (72%) of parents rate meningitis an 8, 9 or 10 on a scale of 0 (not at all concerned) to 10 (extremely concerned) in terms of how concerned they are about their child contracting the illness. Hepatitis B ranks second with 58% giving a response of 8 or higher. Rather surprisingly, 49% of parents indicate a high level of concern over their child contracting polio. Of the six diseases tested, whooping cough (41%), measles (36%) and chicken pox (21%) recorded the lowest levels of concern.

Mirroring parental concern over contracting these illnesses, meningitis is perceived as the most serious condition with 95% of parents rating it an 8 or higher, followed by hepatitis B (84%), polio (82%), whooping cough (44%), measles (35%) and chicken pox (16%). These results suggest that concern over a child contracting an illness is closely linked to how serious parents believe a particular illness is.

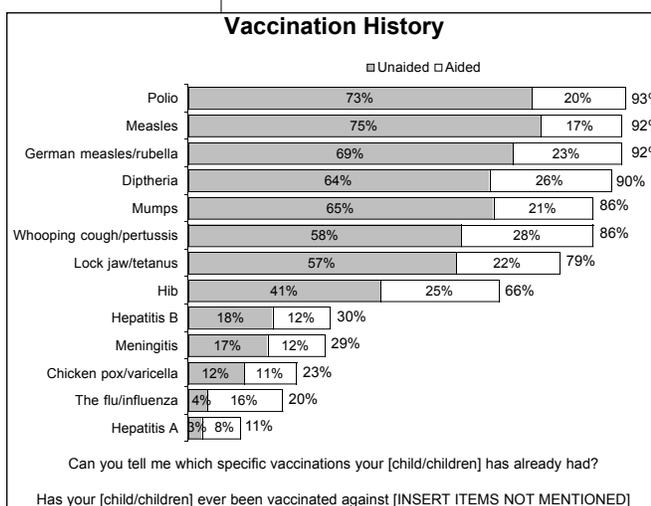
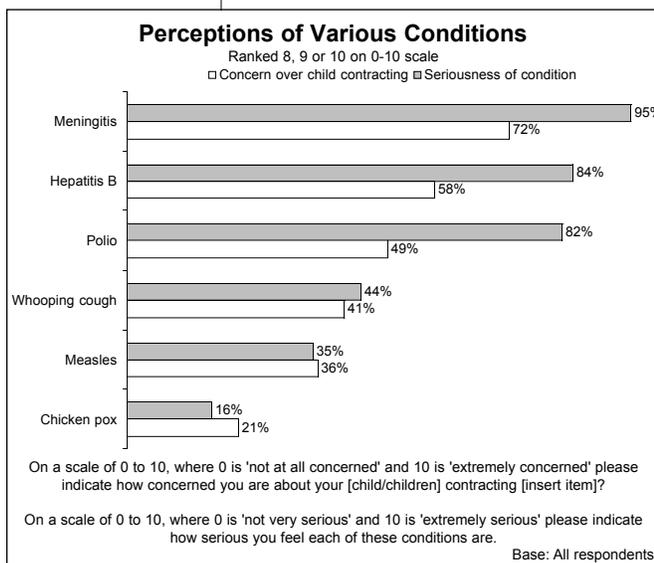
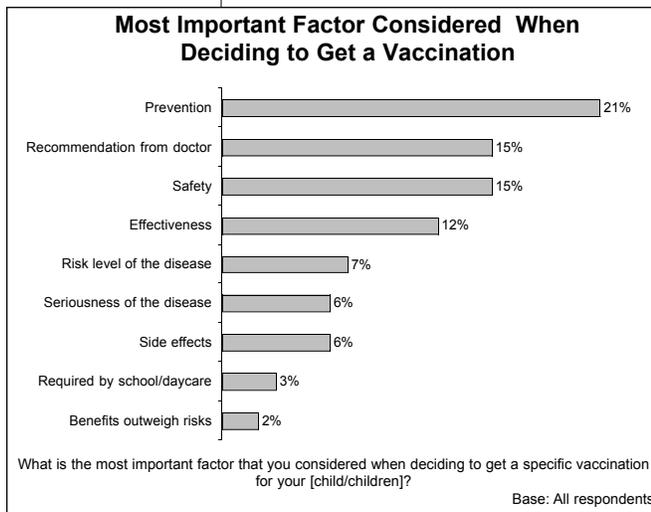
### *34% of Parents Have Missed Work or Other Commitments Because of Child's Ear Infection*

On average, parents are missing 6.5 days of work, school or other commitments in a typical year due to a child's ear infection or ear tube procedure.

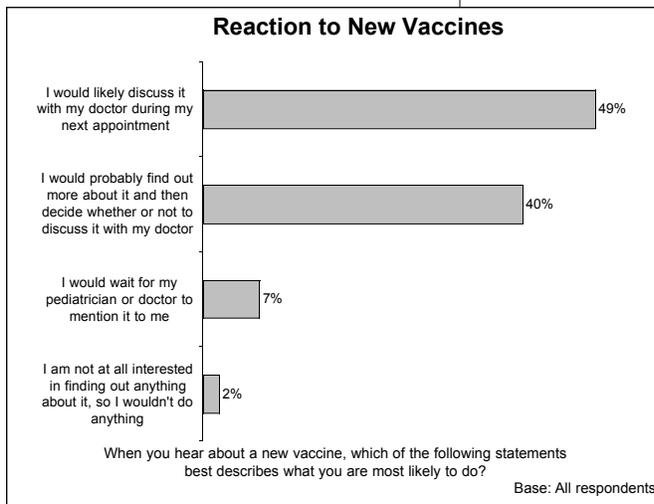
### *Most Parents Adhere to Children's Vaccination Schedule*

At least two thirds, and as many as 93% of parents have already had their children vaccinated against polio, measles, german measles, diphtheria, mumps, whooping cough, lock jaw, and Hib.

No more than 30% and as few as 11% have vaccinated against hepatitis B or A, meningitis, chicken pox, or influenza, and no more than 17% report plans to get any of these vaccinations for their children.



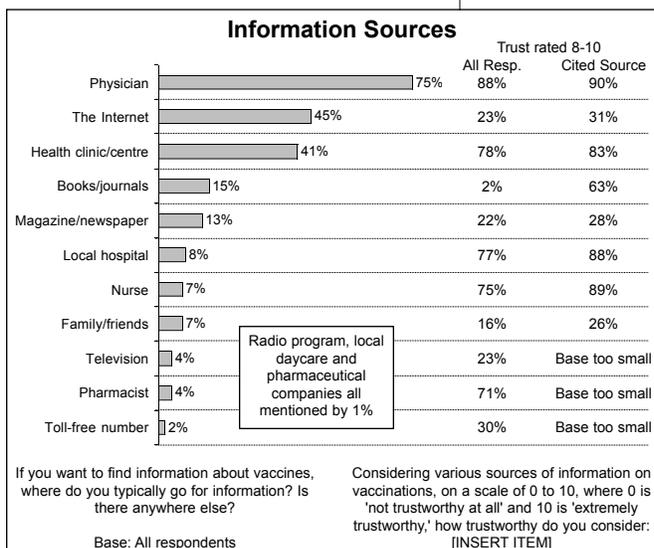
In every case, the reason cited most frequently for not getting or planning to get a specific vaccine is that it was not mentioned by a doctor/pediatrician.



Conditions like whooping cough, chicken pox and influenza are viewed by some as not being serious enough to warrant vaccination. Rather alarmingly, an average of about 10% of parents are not getting vaccines because they don't believe their child is at risk for highly contagious diseases like whooping cough, meningitis, hepatitis B or influenza.

#### Majority of Parents are Interested in New Vaccines

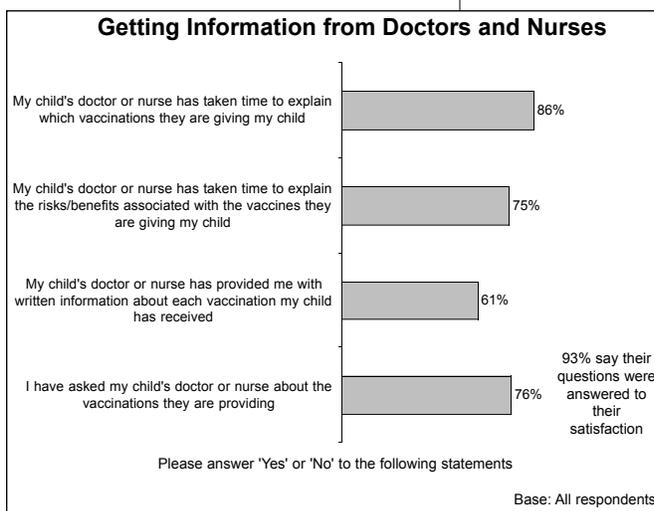
Half (49%) report that, if they heard about a new vaccine, they would likely discuss it with their doctor during their next appointment. Four in ten (40%) would find out more about it on their own and then decide whether or not to discuss it with their doctor.



Only one in ten say they would either wait for their doctor to mention it to them (7%) or that they are not at all interested in finding out about new vaccines (2%).

#### Physicians the Most Popular Source of Information on Childhood Immunizations

Three-quarters say they would go to their physician/pediatrician for information about vaccines. More than four in ten mention the Internet (45%) and health clinics (41%) as sources of information they would use.



When it comes to trustworthiness, the Internet falls short with only 23% giving it a trustworthiness rating of at least 8 out of 10. The most trusted sources of information are physicians (88%), health clinics (78%), hospitals (77%), nurses (75%) and pharmacists (71%).

#### Physicians Play Important Role in Educating Parents

More than eight in ten (86%) of parents report that their child's doctor or nurse has taken time to explain which vaccinations they are giving, and another 75% say they are taking the time to explain the risks and benefits associated with the vaccinations they are giving. Six in ten (61%) have been provided with written information about each vaccination their child has received.

Parents clearly want information – three quarters (76%) have asked their child’s doctor or nurse about the vaccinations they are providing. Of this group, the large majority (93%) say their questions have been answered to their satisfaction.

*Parents May Not be Getting Vaccines That Aren't Covered by Government*

Only one in five (21%) respondents can recall having been offered a vaccination for their child that is not covered by the government. Of this group, most (57%) did not get this vaccination. For the most part, such vaccines were deemed unnecessary (20%), or for a disease that is not serious (19%). For one in seven (15%) the decision not to get a government-funded vaccine was based on cost.

Among those who went ahead and got the vaccination, the majority (57%) of those who have private drug insurance, paid for the vaccination through it.

*Parents Will Pay for Vaccinations Out-of-Pocket if They Have to, but Feel Governments Should be Funding Them*

Three-quarters of parents *strongly agree* that if they had to pay out of their own pocket for a vaccination to protect their child, they would go ahead and do so. Another 22% somewhat agree with this statement. Nonetheless, two-thirds *strongly agree* that governments should fund all vaccines – with a further 26% somewhat agreeing.

Only one in five (4% strongly agree, 17% somewhat agree) say they consider vaccines *not* paid for by the government less of a priority for their child. This suggests that fully four in five parents believe that government funding is an indication of a higher priority vaccine.

